

# Une commission, un rapport d'experts pour une austérité qui se prépare.



**En soi un énième rapport n'aurait pas d'importance dans le fond (ces rapports ne sont que des commandes orientées qui ne font que justifier à posteriori des décisions déjà prises). Seulement le rapport Arthuis rendu la semaine dernière mérite que l'on s'y arrête. Si il est vraiment suivi d'effets il annonce tout simplement la pire des politiques à mettre en œuvre alors même que nous sommes toujours en pleine pandémie et que la crise économique qui s'annonce n'a pas encore révélé toute son amplitude.**

**Nous devons plus que jamais nous préparer pour non seulement refuser, contrer et rejeter cette politique de casse sociale et imposer NOS REVENDICATIONS.**

**Le postulat de départ du rapport Arthuis est de dire que la hausse de la dette publique en France provient d'un excès de dépense publique ce qui est parfaitement faux.**

**La crise du [Covid](#) ne sera pas le nouveau prétexte pour liquider l'État social et la protection sociale.**

**C'est tout le sens de ce 4 pages de la fédération.**

Pandémie, Covid, dépenses pour soutenir les entreprises, émission de dettes (qu'il va falloir rembourser nous dit-on), « plan de relance de 100 milliards », cadeaux fiscaux pour les plus riches, vous la sentez bruiser la petite musique de l'austérité qui vient ?

Elle s'insinue tout doucement, mais elle s'installe sûrement. Le 4 décembre 2020 Jean Castex installait une commission qui devait plancher sur l'avenir des finances publiques. La présidence de cette commission était confiée à Jean Arthuis, homme politique conservateur, ancien ministre de l'économie sous l'ère Juppé, pourfendeur déjà de notre sécurité sociale en son temps. Un de ces idéologues de droite obsédé par la dette et la compétitivité, un libéral bon teint qui n'entend pas grand-chose aux réalités sociales.

Cette commission Arthuis vient donc de rendre son rapport. L'occasion de nous arrêter sur ce qu'elle préconise et sur la stratégie du gouvernement qui en fera sans nul doute son bréviaire et sa feuille de route pour imposer une nouvelle cure d'austérité.

### **Commission Arthuis, errance et déshérence libérale.**

Quand un gouvernement crée une commission, pour s'assurer d'une réponse qui soit dans l'intérêt de sa politique, il va pouvoir jouer sur la désignation des membres.

Une dose de caution de gauche avec une ancienne ministre, Marisol Touraine, qui a pourtant sans remords soumis l'hôpital public à une gestion d'entreprise poursuivant la politique de suppression de lits, ou bien retardant l'âge de départ à la retraite.

Une dose d'économistes ultra-libéraux chantre de la « règle d'or budgétaire » ou ex salariés de Goldman and Sachs.

Et pour finir une dose de grands patrons avec le président d'Aéroport de Paris qui voulait sa privatisation à tout prix ou encore Laurence Parisot ancienne présidente du MEDEF.

**Avec une telle composition la potion ne peut être qu'amère pour le monde du travail et les classes populaires complètement absents de cette commission.**



## Que dit ce rapport ?

Sans surprise il pointe le niveau de dépenses « trop élevé », la dette « insoutenable », et le poids du « secteur public ». Quelle surprise ! Fallait-il attendre autre chose d'une commission composée uniquement de hauts représentants du libéralisme triomphant des années 90 ?

Il distille alors ses préconisations qui sonnent comme des diktats avec lesquels nous, salariés, retraités, privés d'emplois, jeunes, allons devoir composer : La dette est trop élevée, elle représente un frein pour notre compétitivité. Il convient alors de réduire les dépenses, moyen le plus « sain » de maîtriser les finances publiques. Il faut encore réduire les impôts et les cotisations, mais aussi transférer plus de compétences au secteur privé. Il importe également de renforcer la course au tout « managérial » du secteur public et réduire les transferts sociaux, notamment un des plus importants postes de « dépenses » : les retraites.

Dans le même temps rappelons que le gouvernement Macron a baissé le taux d'impôt sur les sociétés de 33,3% à 25%. Alors que le taux de l'impôt sur les sociétés sera relevé de 19 % à 25 % d'ici à 2023 en Angleterre, pendant qu'aux USA ce taux pourrait être porté de 21 à 28%. Nous prenons 2 exemples de pays pourtant libéraux, auxquels nous ne prêtons aucune ambition sociale et qui ne représentent en rien des modèles, mais il semble tout de même significatif qu'à l'orée d'une crise économique, sanitaire et sociale d'une ampleur terrible la France s'engage, à contre-courant, vers un « quoi qu'il en coûte » en faveur uniquement des entreprises et du capital.

Le rapport pointe donc la « dégradation des finances publiques » en l'attribuant comme à l'accoutumée à un excès de dépenses publiques. Il prédit une hausse insoutenable de la dette si la politique reste inchangée, sans mettre en cause la responsabilité des baisses d'impôts sur les riches et les grandes entreprises (exemple avec le CICE), qui n'ont eu aucun effet sur la croissance, alors même que c'était l'argument central de ce gouvernement, vous savez, « libérer le travail », « supprimer impôts pour les riches et cotisations pour les entreprises », tout ce qui portait atteinte en somme à la compétitivité de la France, avec les résultats que nous connaissons.

Après un an de pandémie, l'hôpital manque toujours de lits. Cela dit, nous aurions des lits, il n'y a pas le personnel nécessaire vu les suppressions de postes par milliers depuis plusieurs années. Et comme le gouvernement a fait voter une loi de financement de la Sécu (PLFSS) qui réclame des milliards d'économies pour 2021 nous ne sommes pas prêts de voir la situation s'améliorer.

Ce rapport est un simple déni de la réalité

## Ce que nous préconisons !

- 1- La dépense n'est pas la cause première de la hausse du ratio de dette publique. C'est la baisse des recettes et l'effondrement de l'activité qui ont causé cette hausse. Une telle règle ne permet pas de préparer l'avenir, pourtant il est urgent d'investir.
- 2- La réduction des dépenses proposée par la commission Arthuis ne permettra pas de diminuer l'endettement public, elle donnera au contraire une impulsion négative à l'activité ce qui maintiendra l'économie dans la stagnation. Il faut au contraire augmenter les salaires, les retraites, les minima sociaux, étendre le RSA aux moins de 25 ans, investir dans la santé, dans l'éducation, dans la transition écologique. Il devient plus qu'urgent d'agir.
- 3- Quand on réduit les dépenses publiques, on réduit l'activité et de fait on amoindrit les comptes publics. Les finances publiques ne fonctionnent pas comme les finances privées. C'est une réalité empirique. Un état n'est pas un ménage, son endettement n'est pas un problème, la question réside plutôt dans les raisons de s'endetter. S'endetter pour la santé, pour l'emploi, pour le logement, pour la jeunesse est un investissement dans l'avenir !

Il va falloir d'urgence remettre l'Elysée, Matignon, Bercy et ses grands corps au service de l'intérêt général. Avant que ces petits fantassins de la doxa néo-libérale ne nous envoient dans le mur climatique, écologique et social.

Comme lors de chaque crise profonde, la crise pandémique due à la covid, ne fait qu'exacerber les inégalités préexistantes, ce n'est pas en imposant une nouvelle cure d'austérité que nous sortirons de cette logique mortifère.

Obérer les dépenses d'avenir, justifier les restrictions budgétaires, préparer une nouvelle diminution des dépenses sociales alors que les besoins sont énormes en matière de retraite, de dépendance, de santé est une folie des libéraux. Qui plus est, pour assoir cette stratégie austéritaire, un comité d'experts prétendus indépendants serait chargé de contrôler la politique budgétaire au mépris de la démocratie. Nous serions alors gouvernés par des « contrôleurs de gestion » !

**Nous militons pour une politique budgétaire sociale, en France, en Europe, et dans le monde, dégageant les ressources nécessaires à la transition écologique pourvoyeuse d'emplois et de bien-être. La crise actuelle appelle à une refondation politique, économique et sociale, pas un retour accentué et suicidaire de l'austérité.**